



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 63.503/4
du 13 juin 2018

advies 63.503/4
van 13 juni 2018

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant l'arrêté royal du
8 octobre 1981 sur l'accès au
territoire, le séjour,
l'établissement et
l'éloignement des étrangers'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van het
koninklijk besluit van
8 oktober 1981 betreffende de
toegang tot het grondgebied,
het verblijf, de vestiging en de
verwijdering van
vreemdelingen'

Le 14 mai 2018, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, chargé de la Simplification administrative, adjoint au Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 13 juin 2018. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Bernard BLERO et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Jacques ENGLEBERT, assesseur, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Florence PIRET, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 13 juin 2018.

*

Op 14 mei 2018 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Staatssecretaris voor Asiel en Migratie, belast met Administratieve Vereenvoudiging, toegevoegd aan de Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 13 juni 2018. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Bernard BLERO en Wanda VOGEL, staatsraden, Jacques ENGLEBERT, assessor, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Florence PIRET, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 13 juni 2018.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Le projet d'arrêté royal ne doit pas faire l'objet d'une délibération en Conseil des ministres.

Aussi, conformément à l'article 6 de la loi du 15 décembre 2013 'portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative', il n'est pas soumis à la réalisation d'une analyse d'impact. En conséquence, dans le préambule, il convient d'omettre le visa relatif à l'accomplissement de cette formalité.

OBSERVATION GÉNÉRALE

L'arrêté en projet se réfère à plusieurs annexes de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 'sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers'. Ces annexes doivent, le cas échéant, être modifiées pour assurer leurs concordances avec les nouvelles dispositions en projet.

À titre d'exemples :

– l'annexe 22 indique que « la décision relative à cette demande [de séjour permanent] est prise au plus tard dans les cinq mois qui suivent ». Or, en vertu des dispositions en projet, le bourgmestre ou son délégué statue « immédiatement » sur la demande de séjour permanent introduite par le citoyen de l'Union et la décision relative à la même demande introduite par le membre de la famille, qui n'est pas lui-même citoyen de l'Union, doit être prise au plus tard dans les « six mois » qui suivent ;

– l'annexe 23 ne devrait plus faire référence à l'article 55 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 puisque le bourgmestre ou son délégué ne prend plus de décisions d'irrecevabilité de la demande de séjour permanent introduite par le citoyen de l'Union mais statue immédiatement sur le bien-fondé de cette demande et délivre une annexe 8bis (reconnaissance du droit de séjour) ou une annexe 24 (refus de la demande de séjour permanent) ; par ailleurs, le renvoi fait à « l'article 56, alinéa 2, 1^o ou 2^o » n'a plus de correspondant dans le texte en projet. Les conditions du séjour permanent ne sont plus « répétées » à l'article 56 qui se limite à renvoyer aux conditions prévues par les articles 42quinquies et 42sexies de la loi du 15 décembre 1980 ;

– l'annexe 24 mentionne « Le Ministre ... ou son délégué » en tant qu'auteur d'une décision de refus de séjour permanent, alors que, conformément l'article 2 de l'arrêté en projet, le bourgmestre ou son délégué est désormais compétent pour refuser la demande de séjour permanent ; le Ministre ou son délégué n'est plus compétent que pour refuser cette demande lorsqu'elle est introduite par un membre de la famille qui n'est pas lui-même citoyen de l'Union.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. À l'alinéa 2, il convient de mentionner, comme fondement juridique, la loi du 15 décembre 1980 'sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers' en son article 42quinquies, §§ 5 et 6. En effet, les articles 2 et 3 en projet exécutent les habilitations accordées au Roi respectivement par ces paragraphes 5 et 6.

2. L'article 5 de l'arrêté en projet, qui modifie l'attestation d'enregistrement « annexe 8 » dans sa version papier, exécute l'habilitation accordée au Roi par l'article 42, § 4, de la loi du 15 décembre 1980, lequel prévoit que la déclaration d'inscription qui constate le droit de séjour de plus de trois mois des citoyens de l'Union est délivrée selon les modalités fixées par le Roi. Par conséquent, l'article 42, § 4, de la loi du 15 décembre 1980 sera également visé à l'alinéa 1^{er}.

3. L'alinéa 7 relatif à l'avis du Conseil d'État doit être rédigé comme suit :

« Vu l'avis n° 63.503/4 du Conseil d'État donné le 13 juin 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; »¹.

DISPOSITIF

Article 3

Interrogé sur la portée de l'article 56, § 2, en projet, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981, le fonctionnaire délégué a confirmé que, par dérogation au paragraphe 1^{er} de la même disposition, le bourgmestre ou son délégué était, dans l'hypothèse visée au paragraphe 2, compétent pour reconnaître immédiatement le droit de séjour permanent au membre de la famille du citoyen de l'Union, qui n'est pas lui-même citoyen de l'Union, sans intervention du Ministre ou de son délégué.

Le fonctionnaire délégué précise qu'« il s'agit là d'une transposition de l'article 17, § 3, de la directive 2004/38/CE »².

¹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 36.1 et formule F 3-5-2.

Cette disposition prévoit ce qui suit :

« Quelle que soit leur nationalité, les membres de la famille d'un travailleur salarié ou non salarié qui résident avec lui sur le territoire de l'État membre d'accueil ont le droit de séjour permanent dans cet État membre, si le travailleur salarié ou non salarié a lui-même acquis, sur la base du paragraphe 1, un droit de séjour permanent sur le territoire de cet État membre ».

L'hypothèse visée par cet article 17, paragraphe 1^{er} concerne la situation du travailleur salarié ou non salarié – citoyen de l'Union – qui obtient un droit de séjour avant l'écoulement d'une période ininterrompue de cinq ans de séjour parce qu'il a cessé son activité sur le territoire de l'État membre d'accueil à la suite de sa mise à la retraite ou d'une incapacité permanente de travail ou parce qu'il poursuit son activité sur le territoire d'un autre État membre, tout en gardant sa résidence dans l'État membre d'accueil. L'article 17, paragraphe 3, de la directive reconnaît également un droit de séjour permanent anticipé au membre de la famille – citoyen de l'Union ou ressortissant d'États tiers – qui réside avec le travailleur salarié ou non salarié visé au paragraphe 1^{er}.

De la même manière, l'article 17, paragraphe 4, reconnaît au membre de la famille – citoyen de l'Union ou ressortissant d'États tiers – un droit de séjour permanent anticipé lorsque le travailleur salarié ou non salarié décède avant d'avoir acquis le droit de séjour permanent dans l'État membre d'accueil.

Quant à l'article 16, paragraphe 1^{er}, de la directive, il accorde, sans préjudice de l'article 17 précité, le droit de séjour permanent à tout citoyen de l'Union (travailleur salarié ou non salarié, membre de sa famille, etc.) qui a séjourné légalement dans l'État membre d'accueil pendant une période ininterrompue de cinq ans. L'article 16, paragraphe 2, reconnaît également le séjour permanent au membre de la famille – ressortissant d'États tiers – pour autant qu'il ait séjourné légalement pendant une période ininterrompue de cinq ans avec le citoyen de l'Union dans l'État membre d'accueil. Il est dérogé à la condition de séjourner avec le citoyen de l'Union dans les hypothèses particulières visées à l'article 18 de la directive.

Les articles 19 et 20 de la directive ont trait aux formalités administratives de la délivrance des documents qui constatent le droit de séjour permanent. En vertu de l'article 19, le document attestant de la permanence du séjour est délivré au citoyen de l'Union, dès que possible, au moment du dépôt de la demande, après vérification de la durée du séjour. Quant à l'article 20, il prévoit que le membre de la famille qui n'est pas citoyen de l'Union se voit délivrer une carte de séjour dans les six mois du dépôt de sa demande.

Conformément à la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne, la délivrance d'un titre de séjour n'est pas un acte constitutif de droit mais un acte destiné à constater le droit de séjour que le citoyen de l'Union ou le membre de sa famille tire directement

² Directive 2004/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 'relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres modifiant le règlement (CEE) n° 1612/68 et abrogeant les directives 64/221/CEE, 68/360/CEE, 72/194/CEE, 73/148/CEE, 75/34/CEE, 75/35/CEE, 90/364/CEE, 90/365/CEE et 93/96/CEE'.

des dispositions du droit de l'Union³. La directive 2004/38/CE distingue clairement, dans son chapitre IV intitulé « droit de séjour permanent », d'une part, les conditions d'éligibilité à l'acquisition de ce droit (section I, articles 16 à 18) et, d'autre part, les formalités administratives qui servent à constater ce droit (section II, articles 19 et 20).

Contrairement à ce qu'affirme le fonctionnaire délégué, l'article 17, paragraphe 3, de la directive n'impose pas, dans l'hypothèse particulière qu'il vise, de déroger au délai de six mois prévu par l'article 20. Ce délai d'attente est prévu dans tous les cas de délivrance d'une carte de séjour aux membres de la famille qui ne sont pas citoyens de l'Union.

Certes, l'article 37 de la directive permet aux États membres d'adopter des règles plus favorables aux personnes visées par la directive. Ceci étant, l'auteur du texte doit être en mesure de justifier, au regard du principe d'égalité et de non-discrimination, les raisons pour lesquelles un régime plus favorable est prévu uniquement pour le membre de la famille du citoyen de l'Union visé à l'article 42*sexies*, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 (membre de la famille du travailleur salarié ou non salarié qui, avant l'écoulement du délai ininterrompu de cinq ans, cesse son activité à la suite de sa mise à la retraite ou d'une incapacité permanente), à l'exclusion du membre de la famille visé au paragraphe 3 de la même disposition (membre de la famille du travailleur salarié ou non salarié qui décède prématurément) et même du membre de la famille du citoyen de l'Union visé à l'article 42*quinquies* de la même loi, qui acquiert un droit de séjour permanent après une période ininterrompue de séjour légal de cinq ans.

*

³ En ce sens : C.J., arrêt *Oulane c. Minister voor Vreemdelingenzaken en Integratie*, 17 février 2005, C-215/03, ECLI:EU:C:2005:95, points 15-27 ; C.J., arrêt *Commission c. Royaume de Belgique*, 23 mars 2006, C-408/03, ECLI:EU:C:2006:192, points 62-64.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Over het ontwerp van koninklijk besluit hoeft in de Ministerraad geen overleg gepleegd te worden.

Bijgevolg hoeft overeenkomstig artikel 6 van de wet van 15 december 2013 ‘houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging’ geen impactanalyse uitgevoerd te worden. Bijgevolg dient in de aanhef het lid betreffende de vervulling van dat vormvereiste weggelaten te worden.

ALGEMENE OPMERKING

Het ontworpen besluit verwijst naar verscheidene bijlagen bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 ‘betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen’. Deze bijlagen moeten in voorkomend geval gewijzigd worden om ervoor te zorgen dat ze in overeenstemming zijn met de nieuwe ontworpen bepalingen.

Bij wijze van voorbeeld:

– wordt in bijlage 22 aangegeven dat “[d]e beslissing inzake deze aanvraag [om duurzaam verblijf] (...) ten laatste binnen vijf maanden genomen [wordt]”. Krachtens de ontworpen bepalingen neemt de burgemeester of zijn gemachtigde echter “onmiddellijk” een beslissing in verband met de door de burger van de Unie ingediende aanvraag om duurzaam verblijf en moet de beslissing betreffende dezelfde aanvraag die ingediend is door het familielid dat zelf geen burger van de Unie is uiterlijk binnen een termijn van “zes maanden” genomen worden;

– zou in bijlage 23 niet meer verwezen mogen worden naar artikel 55 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981, aangezien de burgemeester of zijn gemachtigde geen niet-ontvankelijkheidsbeslissingen meer neemt met betrekking tot de aanvraag om duurzaam verblijf ingediend door de burger van de Unie maar onmiddellijk een beslissing neemt over de gegrondheid van die aanvraag en een bijlage 8bis (erkenning van het recht op verblijf) of een bijlage 24 (beslissing tot weigering van het duurzaam verblijf) afgeeft; voorts komt de verwijzing naar “artikel 56, tweede lid, 1° of 2°” niet meer voor in de ontworpen tekst. De voorwaarden voor een duurzaam verblijf worden niet meer “herhaald” in artikel 56, waarin alleen verwezen wordt

naar de voorwaarden waarin de artikelen 42*quinquies* en 42*sexies* van de wet van 15 december 1980 voorzien;

– neemt volgens bijlage 24 “De Minister ... of zijn gemachtigde” de beslissing tot weigering van het duurzaam verblijf, terwijl, overeenkomstig artikel 2 van het ontworpen besluit, de burgemeester of zijn gemachtigde voortaan bevoegd is om de aanvraag om duurzaam verblijf te weigeren; de minister of zijn gemachtigde is nog slechts bevoegd om die aanvraag te weigeren wanneer ze ingediend wordt door een familielid dat zelf geen burger van de Unie is.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. In het tweede lid dient artikel 42*quinquies*, §§ 5 en 6, van de wet van 15 december 1980 ‘betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen’ als rechtsgrond vermeld te worden. De ontworpen artikelen 2 en 3 geven immers uitvoering aan de machtigheden die respectievelijk bij die paragrafen 5 en 6 aan de Koning verleend zijn.

2. Artikel 5 van het ontworpen besluit, waarbij de verklaring van inschrijving “bijlage 8”, in zijn papieren versie, gewijzigd wordt, geeft uitvoering aan de machtiging die aan de Koning verleend is bij artikel 42, § 4, van de wet van 15 december 1980, welk artikel bepaalt dat de verklaring van inschrijving, waardoor het recht op verblijf van meer dan drie maanden voor de burgers van de Unie geconstateerd wordt, afgegeven wordt volgens de door de Koning bepaalde nadere regels. Bijgevolg moet in het eerste lid eveneens naar artikel 42, § 4, van de wet van 15 december 1980 verwezen worden.

3. Het zevende lid met betrekking tot het advies van de Raad van State moet als volgt gesteld worden:

“Gelet op advies 63.503/4 van de Raad van State, gegeven op 13 juni 2018, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;”¹

DISPOSITIEF

Artikel 3

Naar aanleiding van de vraag wat de draagwijdte is van het ontworpen artikel 56, § 2, van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981, heeft de gemachtigde ambtenaar bevestigd dat de burgemeester of zijn gemachtigde, in afwijking van paragraaf 1 van dezelfde bepaling, in het in paragraaf 2 bedoelde geval bevoegd is om het recht op duurzaam verblijf onmiddellijk toe te

¹ Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 36.1 en formule F 3-5-2.

kennen aan het familielid van de burger van de Unie, dat zelf geen burger van de Unie, is zonder dat de minister of diens gemachtigde daarbij betrokken hoeft te worden.

De gemachtigde ambtenaar stelt in dat verband het volgende: “Il s’agit là d’une transposition de l’article 17, § 3, de la directive 2004/38/CE”.²

Deze bepaling luidt als volgt:

“De familieleden van de werknemer of zelfstandige die bij hem in het gastland verblijven, hebben, ongeacht hun nationaliteit, een duurzaam verblijfsrecht in dat gastland, indien de werknemer of zelfstandige (...) zelf op grond van lid 1 het recht van duurzaam verblijf in die lidstaat [verworven heeft].”

Het in dat artikel 17, lid 1, bedoelde geval heeft betrekking op de situatie van de werknemer of zelfstandige – die een burger van de Unie is en – die een recht van verblijf verkrijgt voordat een ononderbroken periode van vijf jaar verblijf verstreken is, omdat hij zijn werkzaamheid op het grondgebied van het gastland gestaakt heeft ten gevolge van zijn pensionering of van blijvende arbeidsongeschiktheid of omdat hij zijn werkzaamheid voortzet op het grondgebied van een andere lidstaat, terwijl hij zijn woning in het gastland aanhoudt. Bij artikel 17, lid 3, van de richtlijn wordt een vervroegd recht op duurzaam verblijf eveneens toegekend aan het familielid dat bij de in lid 1 bedoelde werknemer of zelfstandige verblijft, ongeacht of dat familielid een burger van de Unie dan wel een onderdaan van een derde land is.

Zo ook wordt bij artikel 17, lid 4, aan het familielid – ongeacht of hij een burger van de Unie dan wel een onderdaan van een derde land is – een vervroegd recht op duurzaam verblijf toegekend wanneer de werknemer of zelfstandige overlijdt voordat hij het recht op duurzaam verblijf in het gastland verworven heeft.

Onverminderd het bepaalde in het voornoemde artikel 17, kent artikel 16, lid 1, van de richtlijn zijnerzijds het recht op duurzaam verblijf toe aan elke burger van de Unie (werknemer of zelfstandige, familielid, enz.) die gedurende een ononderbroken periode van vijf jaar legaal in het gastland verbleven heeft. Bij artikel 16, lid 2, wordt het recht op duurzaam verblijf eveneens toegekend aan het familielid – dat een onderdaan van een derde land is en – dat gedurende een ononderbroken periode van vijf jaar legaal in het gastland bij de burger van de Unie gewoond heeft. Er wordt afgeweken van de voorwaarde om bij de burger van de Unie te wonen in de bijzondere gevallen bedoeld in artikel 18 van de richtlijn.

De artikelen 19 en 20 van de richtlijn hebben betrekking op de administratieve formaliteiten bij de afgifte van de documenten waardoor het recht op duurzaam verblijf vastgesteld wordt. Krachtens artikel 19 wordt het document ter staving van duurzaam verblijf, zodra de aanvraag gedaan is, zo spoedig mogelijk aan de burger van de Unie verstrekt, na verificatie van de duur van het verblijf. Artikel 20 bepaalt zijnerzijds dat aan het familielid dat

² Richtlijn 2004/38/EG van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2004 ‘betreffende het recht van vrij verkeer en verblijf op het grondgebied van de lidstaten voor de burgers van de Unie en hun familieleden, tot wijziging van Verordening (EEG) nr. 1612/68 en tot intrekking van de Richtlijnen 64/221/EEG, 68/360/EEG, 72/194/EEG, 73/148/EEG, 75/34/EEG, 75/35/EEG, 90/364/EEG, 90/365/EEG en 93/96/EEG’.

geen burger van de Unie is een verblijfskaart verstrekt wordt binnen zes maanden na de indiening van de aanvraag.

Overeenkomstig de rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Unie is de afgifte van een verblijfsvergunning geen rechtscheppende handeling maar een handeling waarmee vastgesteld dient te worden welk verblijfsrecht de burger van de Unie of zijn familielid rechtstreeks aan de bepalingen van het recht van de Unie ontleent.³ In hoofdstuk IV van richtlijn 2004/38/EG, dat het opschrift “Duurzaam verblijfsrecht” draagt, wordt een duidelijk onderscheid gemaakt tussen de voorwaarden waaraan voldaan moet worden om dat recht te verwerven (afdeling I, artikelen 16 tot 18) enerzijds en de administratieve formaliteiten die vervuld moeten worden om dat recht vast te stellen (afdeling II, artikelen 19 en 20) anderzijds.

In tegenstelling tot wat de gemachtigde ambtenaar beweert, houdt artikel 17, lid 3, van de richtlijn in het bijzonder geval waarnaar daarin verwezen wordt, niet de verplichting in om af te wijken van de termijn van zes maanden waarin artikel 20 voorziet. Die wachttijd geldt in alle gevallen waarin een verblijfskaart verstrekt wordt aan familieleden die geen burgers van de Unie zijn.

Artikel 37 van de richtlijn biedt de lidstaten weliswaar de mogelijkheid om gunstiger regels vast te stellen voor de personen op wie de richtlijn betrekking heeft. Los daarvan moet de steller van de tekst in het licht van het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie kunnen verantwoorden waarom alleen voor het familielid van de burger van de Unie bedoeld in artikel 42*sexies*, § 1, van de wet van 15 december 1980 (een familielid van de werknemer of zelfstandige die, alvorens de ononderbroken termijn van vijf jaar verstreken is, zijn werkzaamheid staakt als gevolg van zijn pensionering of van blijvende arbeidsongeschiktheid) in een gunstiger regeling voorzien wordt, maar niet voor het in paragraaf 3 van dezelfde bepaling bedoelde familielid (een familielid van de werknemer of zelfstandige die vroegtijdig overlijdt) en zelfs niet voor het in artikel 42*quinquies* van dezelfde wet bedoelde familielid van de burger van de Unie aan wie een recht op duurzaam verblijf toegekend wordt na een ononderbroken legaal verblijf van vijf jaar.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Martine BAGUET

³ In die zin: HvJ 17 februari 2005, C-215/03, *Oulane t. minister voor Vreemdelingenzaken en Integratie*, ECLI:EU:C:2005:95, punten 15-27; HvJ 23 maart 2006, C-408/03, *Commissie t. Koninkrijk België*, ECLI:EU:C:2006:192, punten 62-64.